



ALERTE À BURE !



CIGÉO veut atomiser la forêt

Participation

La participation est librement fixée par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 0,80 €

NO
FUTURE

PAGE 7

METAL
URBAIN

PAGE 9

FUCK THE
POLICE

PAGE 10

ENFOUIR les déchets radioactifs, à Bure JAMAIS !

APPEL

Aujourd'hui, dimanche 26 juin, nous fêtons la première semaine d'occupation de la forêt de Mandres-en-Barrois, lieu stratégique pour implanter la poubelle nucléaire CIGÉO. Et nous réaffirmons, tous ensemble, associations, syndicats paysans et forestiers, occupant.e.s, habitant.e.s d'ici et d'ailleurs que nous luttons solidairement pour obtenir l'abandon du projet

Nous sommes forts parce que solidaires

Face à l'ANDRA qui s'accapare le territoire agricole et forestier pour le transformer en désert, sous les fenêtres des populations locales, nous réaffirmons la complémentarité de nos approches et de nos moyens d'action, du blocage des travaux à la pétition, de l'action de terrain au recours juridique... Il n'y a pas d'un côté le manifestant masqué sur la barricade et de l'autre le citoyen pétitionnaire devant son écran mais la construction d'un mouvement ouvert à tous ceux qui refusent la résignation devant un projet imposé d'en haut et la perte de ce qui fait la vie des populations au quotidien.

Dans la continuité des actions menées depuis 30 ans, ici et sur les sites qui ont éjecté l'ANDRA précédemment, dans le bois libéré de Mandres-en-Barrois, nous nous efforçons de relier et rassembler, de construire ensemble autant de barricades physiques que juridiques et des solidarités humaines... Nous tractons dans les rues, déposons des plaintes au tribunal, organisons des banquets paysans, des balades en forêt, nous semons des potagers et construisons des cabanes dans les arbres. Nous informons et alertons tous azimuts, y compris ceux qui, depuis plus de 30 ans, sont sourds à toutes nos inquiétudes et nous emmènent droit vers l'accident nucléaire majeur.

Notre mouvement est fort de sa diversité et il lance un message de mobilisation et d'espoir. Depuis l'appel de la forêt, lancé le dimanche 19 juin et réitéré aujourd'hui, des personnes nous rejoignent des villages proches mais aussi de toute la France et de l'Europe.

Le fichage et les menaces ne nous font pas peur

Nos adversaires tentent, par tous les moyens, de nous diviser. À la lisière de la forêt, les vigiles sont présents et la gendarmerie contrôle les habitants et les opposants. Le responsable des achats fonciers de l'ANDRA menace les propriétaires et les agriculteurs locaux. La menace du fichage plane sur nos têtes et tout est fait pour faire peur et casser le lien vers l'extérieur.

Mais c'est méconnaître ce qui se trame ici. Si la forêt est occupée, elle a surtout été libérée des barbelés de l'ANDRA et de ses vigiles. Elle est de nouveau ouverte et accueillante. En attendant de redevenir communale, la forêt de Mandres est placée sous notre protection commune.

Cette semaine, des habitants ont fait leur affouage, aidés par quelques camarades. Des complicités se sont nouées autour des apéros le soir. Sous le préau en bois de récupération construit lors de la manifestation de libération du dimanche 19 juin, nous avons recréé un « couarail », cet espace qui, dans le patois lorrain, était synonyme de lien social. Les habitants s'y retrouvaient à la veillée, pour bavarder à bâtons rompus, tout en cassant les noix, en travaillant la laine ou le cuir...

Pendant plus de 20 ans déjà, l'ANDRA a mené une politique de séparation entre les « pour » et les « contre » ce projet, en divisant, à coup d'argent sur la table, les familles, les villages, les consciences, les élus, à coup de subventions publiques et privées et d'achats fonciers surestimés. Maintenant, ensemble, nous disons : STOP !

Nos barricades se dressent face à leurs mensonges et à leur dictature

L'ANDRA se targuait d'être la défenseuse de l'environnement avec son exposition sur la forêt et ses arbres en plastique dans la vitrine. Elle est en réalité un agent de déforestation et vient de dévoiler son vrai visage, en massacrant le bois Lejuc pour y effectuer des forages, alors même qu'elle n'a aucun décret d'autorisation de création de CIGÉO. Ceux qui se targuaient d'être un exemple de dialogue, de démocratie et de transparence, viennent de nommer Christophe Bouillon, président de l'ANDRA, rapporteur de la proposition de loi qui autoriserait CIGÉO à démarrer une phase pilote d'accueil des premiers déchets radioactifs et qui sera discutée à l'Assemblée nationale le 11 juillet prochain.

Notre action est plus que légitime face à leur violence. C'est la raison pour laquelle nous invitons chacun et chacune à nous rejoindre, pour que la résistance sorte du bois.

ACTIONS

Depuis le dimanche 19 juin, le bois communal de Mandres-en-Barrois est occupé par de nombreux opposant.e.s au projet de poubelle nucléaire CIGÉO. Dans cette forêt de 220 ha, l'ANDRA souhaite construire de gigantesques puits pour accéder aux 300 km de galeries de déchets radioactifs, qui seraient entreposés à 500 m sous terre pour plus de 100 000 ans.

Pour défendre cette forêt et bloquer les travaux de l'un des pires projets industriels d'Europe, le 19 juin, un joyeux cortège de 200 personnes a démonté les barrières de chantier, scié les clôtures, cisailé les barbelés, installé des barricades, construit un grand préau de 50 m² et déclaré l'occupation.

Dans la foulée, une plainte contre l'illégalité des travaux de l'ANDRA a été déposée.

Dimanche 26 juin, 150 personnes ont convergé pour la première Fête de la libération du bois de Mandres.

La forêt est plus vivante que jamais ! Le lieu a été rendu aux usages des habitant.e.s (balades, affouages, cueillettes) et à toutes celles et ceux qui veulent lutter contre la poubelle nucléaire et son monde. Pour la première fois depuis des années, les travaux de l'agence sont interrompus !

Mardi 28 juin à 9 h 30, un huissier accompagné de gendarmes et de vigiles est venu déposer une ordonnance d'expulsion. L'évacuation est donc imminente mais elle n'entamera absolument pas notre détermination !

Des occupant.e.s de la forêt de Mandres



EN CAS D'EXPULSION DE LA FORÊT
LE LENDemain, RDV 6H À BURE
POUR BLOQUER LE CHANTIER
LE SAMEDI SUIVANT, RDV À 11H
AU LAVOIR DE MANDRES-EN-BARROIS
POUR UNE MANIF DE RÉOCCUPATION

PARTICIPATIONS

Il y a toujours besoin de monde, de matos, de nourriture (riz, pâtes...), de soutiens, d'idées, d'envies pour faire de cette zone une base de la lutte contre la poubelle nucléaire, du mouvement antinucléaire français, voire, qui sait, un carrefour des luttes du Grand Est !

Pendant la semaine : réunions, discussions sur des expériences de luttes...

Participez aux rassemblements de soutien.

Signez l'appel en tant que personne ou structure !

Tous les week-ends de l'été, un programme à venir ! (vmc.camp, burestop.eu et burezonelibre.noblogs.org)

On vous attend nombreux-euses pour une journée, une soirée, une nuit !

Jeandelaincourt toujours !

Ce samedi 5 juin 1993, j'emprunte avec prudence une petite route sinueuse au cœur de la Lorraine rurale. Je franchis le petit village de Moivrons, aux coteaux verdifs par des vergers de mirabelliers. À la sortie du village, je traverse un fort joli bois qui, je l'apprendrais dix ans plus tard, s'appelle la forêt du Jury Bois. À la sortie du bois, un panneau de signalisation annonce une entrée d'agglomération : Jeandelaincourt. À peine franchie, sur ma gauche, se dresse le bâtiment de l'ancienne direction, seul vestige de la prestigieuse tuilerie (1893-1970). Pure coïncidence, je glisse mon véhicule sur le parking visiteurs juste à côté de celui de Jean-Yves, le maire de mon village, voisin de quelques kilomètres. Jean-Yves, qui vient de descendre de sa belle auto, m'attend. Après avoir décliné son identité aux vigiles de l'entrée, c'est ensemble que nous pénétrons dans un grand hall, sans qu'il ne me soit rien demandé. Aucun doute, les gardiens m'ont associé en tant que secrétaire du premier ou, au mieux, son adjoint.

Face à la tribune où siègent le maire de Jeandelaincourt et un costumé-cravaté, des dizaines de chaises sont déjà occupées par des femmes, des hommes et même quelques enfants. Au fond du hall, des tables ont revêtu leur habit de cérémonie, d'immaculées nappes blanches agrémentées de fleurs naturelles et multicolores. La sono crépète. La réunion publique peut commencer.

Après un bref mot d'accueil et de remerciements à ses concitoyens venus nombreux, le maire présente un directeur de Labo Services, venu spécialement pour présenter son projet qui doit s'implanter sur le site de l'actuelle décharge gérée par la société France Déchets, en toute indépendance l'une de l'autre. Le projet consiste à installer un centre de récupération, de traitement et de reconditionnement de déchets toxiques dangereux (DTQD). Le stockage de ces déchets dangereux sont en transit pour Givors (ville à 20 km au sud de Lyon) et ne doit pas dépasser un mois de présence sur le site de Jeandelaincourt. Il s'ensuit un long et monotone monologue du *big boss*. À l'aide d'un rétroprojecteur, se succèdent une kyrielle de tableaux, de chiffres, de normes et de rassurantes mesures de sécurité, d'une foulditude d'expertises plus sérieuses les unes que les autres, d'annonces de créations d'emplois, d'un avenir radieux puisque cette implantation ne troublera en rien ni les habitations voisines de quelques mètres, ni le reste de la population qui, en outre, pourra bénéficier des largesses financières de sa société en équipements divers ou autres taxes professionnelles. En un mot : que du bonheur !

Notre fieffé bonimenteur conclut enfin par cette ferme volonté que « cette implantation se fasse dans la clarté la plus totale » et de s'engager à répondre à toutes les questions du public. Seul membre de notre collectif local de défense de l'environnement disponible ce matin-là, je

dispose d'une liste assez longue de questions que nous avons préparée avec une dizaine de camarades. Après quelques rares intervenants sur des questions liées aux odeurs, aux bruits et aux créations d'emplois, je saisis le micro qui m'est tendu avec la secrète intention de ne le rendre qu'après avoir épuisé toutes mes questions.

Première question : pourquoi dans la présentation il n'est pas dit que la société France Déchets et la société Labo Services sont toutes deux des filiales de la Lyonnaise des Eaux (Suez Environnement aujourd'hui) ? Réponse : cela n'était pas nécessaire, puisque les deux sociétés sont indépendantes ! Deuxième question : pourquoi implanter ce « laboratoire » si éloigné de Givors et qui va multiplier les transports routiers inutilement ? Réponse : c'est un point de convergence pour le Nord et le Nord Est. Troisième question : quelle assurance avons-nous qu'une partie de ces déchets toxiques ne sera pas enfouie dans la décharge voisine ? Réponse : c'est promis-juré ! Passablement agacé et contrarié par la tournure polémique du débat, le maire de l'époque s'informe discrètement de mon identité. La quatrième question porte sur le sérieux des études, l'absence de réelle transparence de l'enquête publique et la présence de certaines anomalies comme la mention de



substances chimiques autorisées dans l'arrêté préfectoral comme le Bo... symbole non identifié à ce jour comme nous l'a confirmé le ministère de l'Industrie.

Pour toute réponse, le maire reprend la parole. Il rappelle que ce débat public est réservé aux seuls habitants de Jeandelaincourt et à quelques sommités invitées dont je ne faisais pas partie. Il me prie alors de quitter la salle. Le ton monte quand un habitant prend mon parti et clame d'une voix forte que si je n'habitais pas le village, mes questions le concernaient ! Le directeur reprend la parole calmement. Il affirme à nouveau qu'il n'éludera aucune question d'où qu'elle vienne et y compris les miennes. Cependant, pour ne pas perdre de temps, il propose d'ouvrir le buffet promis... pour ceux qui le veulent. J'aperçois alors une file de garçons en tenue de service déposer de grands plateaux de victuailles et autant de bouteilles de bières, de bons vins ou encore de mousseux sur les tables du fond. Il s'ensuit alors un mouvement de foule vers les tables dans un brouhaha de paroles et de chaises. Le débat est terminé ! En quittant le hall, j'adresse un « bien joué » au bonimenteur qui me

répond : « la com', c'est un métier » en y ajoutant un clin d'œil et un sourire de gagneur !

De retour au pays, je rends compte de ce grand moment de... roublardise ! Notre collectif s'inquiète de l'évolution de ce site. En 1978, un premier arrêté préfectoral autorise l'ouverture d'une décharge contrôlée et limitée aux seuls déchets ménagers, résidus urbains et boues de station d'épuration, pour une durée prévisionnelle de 30 ans, soit en 2008. En 1987, un nouvel arrêté étend l'enfouissement aux déchets industriels parmi lesquels l'amiante, les goudrons, les peintures, les vernis, les huiles de vidanges, les sulfates, les carbonates, les chlorures, les nitrates, les phosphates, les borates de métaux alcalins, etc., à l'exclusion de quelques déchets spécifiques comme les substances radioactives, les déchets d'hôpitaux, pharmaceutiques ou vétérinaires ou encore les déchets anatomiques de nature humaine ou animale. Quelques années plus tard un reportage du quotidien régional *L'Est républicain* et quelques témoignages dévoileront que des déchets hospitaliers allemands auraient été traités sur ce site ! Non seulement l'établissement n'a pas été ni suspendu ni fermé comme le prévoit l'article 17 de l'arrêté en cas d'inobservation, mais, à notre connaissance, aucune suite n'y a été donnée ! D'autres rumeurs circulent dans le village comme celui du concours de pêche à la truite qui était organisé tous les ans sur un étang en aval de la décharge. Une année, les truites déversées avant le concours n'auraient pas apprécié la qualité de l'eau et auraient été trouvées le ventre en l'air. Depuis il n'y a plus de concours !

Le 22 juin dernier, un article dans *L'Est républicain* nous apprend que Sita France Déchets demande une prolongation de la durée d'exploitation... jusqu'en 2035 ! À défaut d'avoir obtenu en 2003 une extension de leur surface d'exploitation en sacrifiant quelques hectares de la forêt du Jury Bois, Sita FD joue la montre. Comme la loi l'y oblige, la préfecture visiblement aux ordres de Suez Environnement – par quel miracle le délai initial de 2008 a-t-il déjà été prorogé à 2020 ? –, la préfecture, donc, a lancé une enquête publique jusqu'au 7 juillet prochain ! Le maire de Jeandelaincourt s'est déclaré très favorable à cette prolongation, rassuré par des « scientifiques » dont on ne connaît ni les noms ni les employeurs ni sur quoi reposent leurs conclusions, qui affirment « qu'une goutte d'eau mettrait un million d'années pour traverser une couche d'argile de 80 cm » ! À moins que ces experts aient commis la même erreur humaine qu'en 1993 en parlant de Bo, ce symbole chimique qui n'existe pas. Oui, l'erreur est humaine et c'est bien aussi ce qui inquiète le collectif de Moivrons Environnement, qui dénonce également la présence de cette décharge de produits toxiques et dangereux à moins de 500 m d'un nouveau regroupement scolaire qui accueille chaque jour 200 enfants ! Vous pouvez soutenir l'action de cette association en signant leur pétition sur leur site : <http://moivrons.env.free.fr...> avant le 7 juillet prochain !

Léon de Ryel **R**

Se jeter tête baissée en eau de boudin (proverbe GrosGnonesque)

Un peu de foot pour se mettre en jambes

L'Euro 2016, même pas perturbé par les manifestants contre la loi Travail (eh oui ! on peut rejeter l'ultra-libéralisme la journée et admirer des millionnaires taper dans un ballon le soir), l'Euro 2016, donc, nous offre le spectacle habituel de cette machine à fric, qualifiée par certains de « sport collectif ». Le chauvinisme refléurit aux fenêtres et ça pavoise dru dans les rues, plus même qu'après les attentats de novembre. Zlatan Ibrahimovic ne marque plus, il faut dire que les primes du Qatar ne sont pas versées sous un autre maillot que celui du PSG. Les uns perdent, les autres gagnent. Le folklore quoi ! Seuls les Anglais font un peu grise mine. Il faut les comprendre. Lors de leur premier match, après avoir dominés face à la Russie, ils ont dû concéder le nul ; Les Russes, décidés à jouer les prolongations, ont finalement gagné 1 à 0 dans la rue en estropiant un supporter anglais. Péniement qualifiée pour les huitièmes de finale, la perfide Albion a été poussée au Brexit de manière précipitée par l'Islande, pays minuscule (moins d'habitants que le Grand Nancy), qui n'est même pas membre de l'UE...

Vive le petit commerce !

Notre bon maire, conscient des difficultés croissantes des commerçants, a décidé de revitaliser l'activité en centre-ville. Ainsi, les anciens locaux de la police municipale de la porte Saint-Nicolas, qui seront prochainement vendus, devra faire place à un immeuble muni de nouvelles surfaces commerciales. Vous allez dire qu'il y a déjà moult surfaces commerciales vides à Nancy et en particulier dans le haut de la rue Saint-Dizier. Bien sûr, mais une saine émulation crée du dynamisme. Plus de commerces, plus de clients ; c'est le B.A. BA de la politique de l'offre. Il reste que l'idée la plus géniale de nos édiles reste d'offrir un chèque cadeau de 5 € à chacun des 900 congressistes du salon des géomètres, c'est sûr que cela va les inciter à venir faire du shopping à Nancy...

Mort à l'ASNL !

L'ex-juge Thiel, adjoint à l'insécurité de Nancy, trouve que le foot, cela commence à bien faire. Rendez-vous compte, la subvention municipale à l'ASNL représente l'équivalent de 11 ans de dépenses de prévention de la délinquance ! 11 ans de belles caméras de vidéosurveillance, 11 ans de flash-ball et de tonfas, etc. dilapidés pour des gugusses qui courent après un ballon. Parole de juge, je vous raserai Marcel-Picot, pour y mettre un golf privé et un clubhouse ! Non mais !

Pour ma part, les 1,17 M€ alloués à l'ASNL, je les verrais bien accordés à quelque projet populaire, comme par exemple la sauvegarde de l'ancienne école et du jardin partagé des 3 Maisons (cf. p.11).

Gros Gnon **R**

Le chef a (presque) toujours raison

La souffrance au travail est vieille comme l'esclavage. Ce qui est inquiétant, c'est qu'elle tend de plus en plus à se généraliser et que peu de secteurs d'activité sont vraiment à l'abri de ce fléau.

En particulier et contrairement aux idées reçues, le fait d'être fonctionnaire n'est plus une garantie pour en être protégé. Avec les réductions drastiques d'effectifs (*) et l'adoption des méthodes managériales du privé pour tirer le maximum des quelques rescapés subsistant dans des services réduits de moitié, les pressions exercées sur les salariés entraînent une profonde détresse. À tout cela s'ajoute la perte de sens des tâches que l'on n'a plus le temps d'accomplir correctement, l'essentiel étant d'atteindre les sacro-saints objectifs.

Longtemps occulté, le problème commence à être reconnu en haut lieu. La mise en place des CHSCT dans la fonction publique devrait permettre de mesurer en partie l'ampleur des dégâts. Pour un représentant syndical, siéger en CHSCT, c'est être aux premières loges de cette sinistre comédie qu'est devenu le monde du travail.

Derrière la multiplicité des scénarios, on retrouve souvent les mêmes grosses ficelles.

1° « Le chef a toujours raison ! »

Il faut beaucoup de temps pour que l'administration daigne reconnaître du bout des lèvres que, oui, peut-être que ce supérieur hiérarchique n'est pas tout à fait à sa place, mais enfin quoi vous ne voulez quand même pas sa tête ? Dans une logique de solidarité de classe, on ne prend hélas pas autant de gants avec le petit personnel qui est sommé d'aller voir ailleurs s'il peut résoudre SES problèmes relationnels. Il subit alors la double peine de se voir infliger la souffrance au travail et son cortège d'humiliations et de s'en voir attribuer la responsabilité. On ne va quand même pas prendre une mesure qui pourrait affecter un collègue cadre supérieur alors qu'il est plus simple de déplacer un simple exécutant en laissant entendre qu'il l'a bien cherché. C'est de la solidarité de caste, on ne désavoue jamais ou presque un cadre supérieur

dans la fonction publique, sauf en cas d'affaire de mœurs ou de détournement de fonds.

On peut ainsi assister à des turn-overs impressionnants quand certains chefs, petits ou grands, prennent l'habitude de passer leurs nerfs sur leurs subordonnés, sans que personne n'y trouve à redire. Dans le cadre de services à effectifs restreints ces derniers se voient priés de prendre leur mal en patience avant, dans le meilleur des cas, d'obtenir une mutation librement choisie et de laisser leur place à l'innocente future victime.

2° « Je ne veux pas le savoir ! »

Dans une organisation où chacun ne fait qu'obéir aux ordres, l'initiative individuelle se réduit le plus souvent à relayer, si possible avec zèle, les

vagues ! ». Cette exclamation retentit à toute occasion, du moindre incident au plus grave dysfonctionnement. Aussi, même quand un problème est dûment identifié au niveau local, il y a peu de chances pour qu'il puisse remonter par la voie hiérarchique normale, car ce serait un aveu d'incompétence inenvisageable de la part de personnalités à l'ego surdimensionné, qui préfèrent se voir complètement dépassées par les événements que de solliciter un appui extérieur.

Toutes ces considérations mises bout à bout font que lorsque les problèmes parviennent à être évoqués officiellement, la situation a largement eu le temps de devenir ingérable. La détérioration de l'ambiance générale justifie alors le recours au CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), dont le champ de compétences est, rappelons-le, d'appréhender le travail et son organisation dans sa dimension collective.

C'est précisément le cas quand, dans un service donné, tout le monde se retrouve en souffrance. L'Administration a alors beau jeu de rétorquer que le chef lui aussi souffre de la situation et que personne ne saurait être tenu responsable de quoi que ce soit. Il faut reconnaître que la souffrance au travail existe souvent des deux côtés, autant du côté des personnels que de la direction, on ne crée



pas de situation de souffrance au travail généralisée si on se sent bien soi-même.

Il faut alors que les représentants du personnel au CHSCT demandent avec beaucoup de détermination une enquête sur les conditions de travail dans le service sinistré (un CHSCT peut faire des visites sur un lieu de travail et des enquêtes, en cas d'accident du travail grave, mettant en danger la vie d'un agent ou pouvant entraîner une incapacité de travail durable, ou en cas d'accident répété au même poste de travail). En effet, des relations professionnelles extrêmement dégradées et conflictuelles peuvent dans certains cas présenter le risque du suicide d'un agent.

3° « Malheur à l'homme par lequel le scandale arrive ! (Vu dans la Bible : Matthieu 18-7.) » (**)

Le but d'une enquête du CHSCT est d'analyser les situations de travail au travers des témoignages de tous les agents volontaires, en ne cherchant surtout pas de bouc émissaire, de comprendre ce qui dysfonctionne, de trouver des solutions et des préconisations pour désamorcer les conflits, et de permettre

à tous les personnels de retrouver de meilleures conditions de travail.

Les enquêtes du CHSCT sont un levier essentiel pour faire changer le regard de l'Administration sur la souffrance au travail et ses causes. Car il y a encore beaucoup à faire pour extirper les vieux réflexes qui reviennent plus forts que jamais dans les situations extrêmes où un agent est poussé à des actes désespérés. En cas de suicide, la première réaction de l'institution est trop souvent de tenter de cacher l'affaire et, quand cela n'est plus possible, d'évoquer une fragilité psychologique ou des difficultés dans la vie personnelle de la victime.

Cela peut être en partie vrai. Les causes d'un suicide sont souvent multiples. Personne n'est à l'abri de coups durs dans la vie. Mais la vraie question est de savoir s'il est normal que le travail, à force de puiser exagérément sur les forces du salarié, ne lui laisse plus de ressources pour affronter les vicissitudes de l'existence. Et, alors que l'on ne cesse de nous vanter ses vertus dans la socialisation, comment accepter que, loin de trouver un appui dans un milieu professionnel, loin d'être épanouissant, certains travailleurs en difficulté dans leur vie privée reçoivent le coup de grâce de la part de leur employeur ?

Les arrêts de travail de plusieurs jours répétés dans le temps ou de plusieurs semaines, l'obligation pour certains agents de prendre des médicaments psychotropes pour supporter leurs conditions de travail, les insomnies, la souffrance au travail d'un certain nombre pèsent bien peu dans la balance par rapport à un supérieur hiérarchique qu'il faudra presque toujours ménager et protéger.

() Pour rappel, 1 fonctionnaire sur 2 partant en retraite non remplacé sous Sarkozy, et, par anticipation, l'annonce par les Républicains du non-remplacement de 2 départs en retraite sur 3 (pour ceux qui seraient tentés de croire que le pire est derrière nous).*

*(**) Malheur au monde à cause des scandales ! Car il est nécessaire qu'il arrive des scandales ; mais malheur à l'homme par qui le scandale arrive ! Si ta main ou ton pied est pour toi une occasion de chute, coupe-les et jette-les loin de toi ; mieux vaut pour toi entrer dans la vie boiteux ou manchot, que d'avoir deux pieds ou deux mains et d'être jeté dans le feu éternel. Et si ton œil est pour toi une occasion de chute, arrache-le et jette-le loin de toi ; mieux vaut pour toi entrer dans la vie, n'ayant qu'un œil, que d'avoir deux yeux et d'être jeté dans le feu de la géhenne.*

R

Gueule de bois

Bien sûr, on peut penser qu'on n'en a rien foutre et que l'essentiel n'est pas là. Bien sûr, c'est jubilatoire de les voir faire la gueule. C'est un plaisir qu'il faut savoir savourer à sa juste valeur. Toutes ces faces de carême, ces hommes et femmes politiques, ces journalistes de salon, ces essayistes médiatiques ont pris un bon coup de pied au cul ! Évidemment, il ne faut pas boudier sa joie de voir tous les bureaucrates, les installés, les gavés, les arrivés et tous les profiteurs du système commencer à trembler. Eh oui ! C'est toujours jouissif de voir les marchés financiers boire la tasse et les boursicotiers se jeter par la fenêtre. Et que dire du bonheur d'entendre les traders et les commis en écriture de la City faire part de leur inquiétude quant à une possible délocalisation de leurs postes de travail ? Rhâââ lovely comme on disait il y a bien longtemps !

On peut même, une fois n'est pas coutume, éprouver du plaisir à lire un communiqué du PS 54. Celui du 26 juin – qui explique que si les gens n'aiment pas l'Europe c'est à cause des politiques libérales qui y sont menées – est plaisant. Ces tartuffes, ces frondeurs en peau de lapin, les Khirouni, les Klein, les seconds couteaux anti-Rroms de Vandœuvre, les *has been* nucléocrates de Pont-à-Mousson passent pourtant leur temps à voter les lois les plus antisociales du XXI^e siècle, à la boucler au premier 49.3.

Ah oui, leur communiqué vaut le coup d'œil !

Certes, l'histoire nous a appris que le résultat d'un référendum sur l'Europe, puisque c'est du Brexit qu'il est ici question, n'est suivi d'effet que s'il va dans le sens des affaires. Et on sait bien que tous ces gens vont très rapidement reprendre leurs esprits, et rattraper le coup...

Mais bon...

Entendre les loups hurler de Croatie en Germanie. Voir Le Pen, Farage et leurs amis fascistes pavoiser et empuantir l'atmosphère de leurs éructations nationalistes et xénophobes gâche un peu la fête.

Mais bon...

Assister impuissant.e.s à la légitimation des barbelés autour de l'Europe. Voir revenir des frontières, des barrières, des contrôles. Voir en direct le nombre d'étrangers augmenter du simple fait que plus il y a de pays plus il y a d'étrangers.

Soit, ce n'est sans doute pas grand-chose de rétablir une frontière entre le Royaume-Uni et les autres pays de l'Union. Ça n'est rien ou si peu pour qui a ses papiers en règle.

Mais pour un Malien sans fortune ou un Syrien en fuite, c'est comme augmenter la hauteur des barbelés de la forteresse Europe. Pour un Afghan à Grande-Synthe, c'est comme agrandir la Manche.

Il n'y a, c'est certain, pas grand-chose à garder des institutions européennes, qui, depuis leur création, ne sont que le bras armé des actionnaires. Ces institutions qui ne connaissent que des consommateurs et jamais des travailleurs. Ces institutions qui servent depuis toujours à recaser tous les tocards, les losers de la politique, du journalisme et du patronat.

(Re)créer des frontières ne fera que créer des étrangers. (Re)créer des frontières n'est rien d'autre que légitimer le nationalisme. Les possédants s'accommoderont de cette nouvelle que représente la sortie du Royaume-Uni de l'Europe, ils se sont toujours accommodés de tout... et surtout du pire. Quant à nous, les gens qui n'avons rien demandé et pourtant qui sommes nés quelque part, nous serons encore plus différents les uns des autres. Être différents, c'est chouette, mais la racaille fasciste qui ne se sent plus pisser, saura vite faire de nos différences des hiérarchies.

Le capitalisme, lui, n'a pas de frontières : s'il y avait une seule idée à garder de ce système de mort, c'est celle-là.

R



L'art des cochons

La rue et l'art font bon ménage. L'espace public est un endroit idéal pour une expression qui s'adresse à tou-te-s, accessible, immédiate, lisible et, apparemment, gratuite. Chacun-e perçoit les œuvres proposées à l'aune de sa sensibilité et de son éducation. L'œuvre est là, évidente, offerte à la contemplation et livrée au débat.

Mais pour les politiques qui dirigent une collectivité, le terrain est glissant. Acheter une sculpture – par exemple, un duc posé sur un cheval – s'avère délicat : le public peut se cabrer ou refuser l'obstacle, regarder à la dépense ou remettre en cause les choix esthétiques. Cela explique pourquoi, pendant des années, aucune œuvre n'a été installée dans l'espace public de Nancy, hormis *Le Cœur du Grand Nancy*, de Jorge Orta : une statue en bronze et à la feuille d'or, réalisée en 2004, pour commémorer les Jeux mondiaux des transplantés – qui ont eu lieu ici, en 2003 – et sensibiliser le public au don d'organes. Ensuite, bien plus tard, il y eut *Le Bouquet*, de Daniel Buren, place des Vosges, en 2013, et *Trait d'union*, appellation donnée aux aménagements extérieurs de la salle Poirel designés par Robert Stadler, en 2014.

En 2015, après l'élection du très avant-gardiste, très moderne et très jeune Laurent Hénart, la Ville s'est orientée

vers le *street art* (ça sonne mieux que « l'art de la rue », qui est sans doute une pratique de péripatéticiens). Il a d'ailleurs désigné un conseiller municipal délégué à la culture et à l'art dans la ville, Raphaël Vuitton.

Choisir le *street art* constitue une forme de politique de la terre brûlée. Les graffeurs n'ont qu'à se tenir à carreau puisque la collectivité fait appel à des artistes ayant pignon sur rue (salut Ernest !), aux prix catalogue pratiqués par les galeristes et les agents, histoire de rabaisser le caquet des débutants et des amateurs, et de les conduire à jeter ailleurs leurs bombes aux humeurs colériques. Cette vision des choses procède d'un savant distinguo entre l'art et le vandalisme : les artistes patentés ont le droit de griffonner sur les murs, les va-nu-pieds, quant à eux, risquent l'amende et l'opprobre. Au *finale*, le projet vise clairement à canaliser ce qui relève généralement d'un acte de rébellion.

Ainsi, en un coup de pinceau, Nancy est devenue un musée à ciel ouvert. La bien nommée association Le Mur a organisé une exposition temporaire, chaque mois, sur l'une des façades du centre commercial Saint-Sébastien, en mélangeant les approches techniques (pochoir, sérigraphie, collage ou graffiti). Le duo Sabina Lang et Daniel Baumann a réalisé son *Steet Painting #8*, rue des Ponts et rue de la Visitation (180 m de bandes géométriques aux couleurs vives, peintes à même le sol). Le site des anciennes usines Alstom a accueilli une « Big Jam » avec une quarantaine de graffeurs européens et locaux, à l'invitation de l'association JIM, etc. Dire que toutes ces manifestations artistiques ont provoqué l'enthousiasme général serait exagéré. Attention : peinture fraîche ! Comme n'importe quelle discipline, l'art urbain nécessite que chacun-e forme son regard, se sente invité-e et/ou bénéficie d'un travail de médiation.

Une œuvre révolutionnaire

Un choix est cependant plus que contestable. Dans une époque où n'importe quel tribun convoque la République avec des trémolos dans la voix, sans toutefois l'éloquence des orateurs de la IIIe du genre, il est assez croquignolesque d'avoir remplacé la Marianne que le plasticien Didier Pozza avait peinte sur l'une des tours de l'ancien centre de tri postal – conçu par l'architecte Claude Prouvé – au moyen d'une autre figure féminine, anonyme, celle-là, de l'artiste anglais David Walker, à deux pas, sur le pignon d'un bâtiment voisin du CCAS de Nancy... Deux visages féminins n'eussent pas été de trop dans une ville dont la moitié des rues portent des noms de saints, de généraux ou de monarques à la manque.

Ce qu'il y a de pratique avec le *street art*, c'est qu'il est amené à disparaître assez rapidement... Heureusement, parce que, de toute façon, la collectivité n'aurait pas les moyens de restaurer les nouvelles œuvres exposées, en tout cas, ni plus ni mieux que les anciennes, qui se délitent et se fanent.



Si l'on admet que l'artiste doit pouvoir s'exprimer librement, on acceptera par principe les moyens qu'il emploie. S'il dépasse les bornes, c'est qu'il a quelque chose à dire qui est critique. S'il investit l'espace public, c'est qu'il n'a pas accès aux moyens de communication officiels et/ou connivents et/ou payants, qui représentent la voie royale, la pensée unique, la chienlit esthétique de l'économie libérale et capitaliste. S'il se contente d'apposer sa marque, son sigle, c'est paradoxalement une façon de mettre en cause le système d'endoctrinement publicitaire. S'il utilise des surfaces et des espaces qui ne lui appartiennent pas, c'est peut-être parce que le régime d'appropriation qui conduit à ce que certain-e-s aient tout aux dépens et au mépris de tou-te-s les autres doit être remis en cause et les cartes rebattues. Ces messieurs, vieux, riches et blancs, ont définitivement du mal à partager ce qu'ils ont volé.

L'art urbain est un art de la révolte, au même titre que le rap des origines. Il ne demande pas la permission et certainement pas au patronat politique, élu, malgré tout – il est pénible d'avoir à le reconnaître –, avide et ignare, juste bon à calculer les moyens de se succéder à lui-même, responsable de l'inertie sociale, de l'implosion économique et de la destruction de l'environnement.

L'art urbain peut choquer. Et alors ? Que vaut le confort des petits-bourgeois (celui qui imite le style de vie grand bourgeois sans les moyens qui vont avec) quand il est question de l'expression d'un mal de vivre, de l'impossibilité pour des artistes d'être vu-e-s et entendu-e-s, de trouver leur place dans la société et dans le monde, quand ils/elles ne sont pas tout simplement réduit-e-s à néant. Les

fresques et les graffitis sur le mur d'enfermement de la Cisjordanie constituent un acte ultime.

La dernière œuvre dont Nancy est désormais parée est proprement révolutionnaire. Il s'agit d'un portrait de Stanislas Leszczynski, de 16 m de hauteur, sur la face aveugle d'un immeuble situé près de la porte Sainte-Catherine, complété par la signature en forme de petite flèche rouge du pochoiriste Jean-François Perroy, dit Jef Aérosol, et par une citation attribuée au ci-devant roi de Pologne, mort il y a 250 ans : « *La vérité est comme le soleil, qu'une éclipse peut obscurcir, mais qu'elle ne saurait éteindre.* »

Quand le politique nomme des artistes ou des techniciens pour prendre en charge la programmation d'un lieu (théâtre, fabrique, musée, galerie, rue, parc...), il n'y a pas grand-chose à en dire sauf à espérer que cet emploi ne durera qu'un temps limité, pour favoriser le pluralisme culturel. En revanche, quand c'est le politique lui-même qui se charge de choisir les œuvres et les artistes, on ne peut que s'en inquiéter : il y a une sorte de mélange des genres entre les préférences personnelles du commanditaire – certes, tous les goûts sont dans la nature ! – et les choix qui relèvent de l'intérêt général. Nous ne devrions plus être à l'époque où un monarque, fût-il considéré comme « éclairé » par ceux/celles qui vivaient à ses dépens, pouvait susciter l'admiration en déclamant une philosophie de mirliton (cf. *supra*). Nous vivons toujours sous l'Ancien régime.

Piéro **R**

Une place JCDecaux à Nancy ?

Rebaptisée place de la Commune chaque 18 mars par les Sans Nom, la place Adolphe Thiers, du nom du massacreur des ouvriers parisiens en juin 1871, bref la place rénovée est enfin équipée. Sur la dalle bien lisse, le peu de végétal présent a disparu au profit de bancs tubulaires sur lesquels il n'est pas question de s'éterniser (tiens, ça cible qui ?).

Ça y est, la touche originale est là : une douzaine de panneaux publicitaires alignés sur deux lignes parallèles se font face et nous invitent à les traverser tels une haie d'honneur... C'est beau comme du Jean-Claude Decaux, le publicitaire qui envahi(ssai)t tout et qui est décédé fin mai, juste après cette nouvelle pollution visuelle. Paix à sa mémoire et une place à son nom ?



JCDecaux, premier groupe mondial de fabrication et d'installation de mobilier urbain, on le voit partout déjà : les panneaux publicitaires, les vélibs, jusqu'aux cabines wc « toilettes de ville » qui ne sont ni plus ni moins que de l'espace public concédé à des intérêts privés !

Pour revenir à la place, les hublots au sol qui éclairent tant la surface (de nuit) que le sous-sol sont disposés en dessinant un arbre. Des plantes imaginaires à la place de vraie verdure... vous me direz que ce sont au moins des plantes qu'on peut piétiner. Alors surtout, ne nous privons pas de ce nouvel espace de manif et d'occupation !

Mutant-e attardé-e **R**

La police, leur monde et le nôtre

La manifestation du 14 juin à Paris a constitué un tournant dans la longue lutte contre la loi Travail. Par son ampleur, par sa violence mais aussi par le clivage des regards qui lui ont été portés. Ce clivage va bien au-delà de l'habituelle divergence sur les chiffres entre préfecture et organisateurs. Depuis plusieurs semaines le pouvoir construit la représentation officielle de la lutte, abondamment relayée par les télévisions et autres médias dominants. En face notre camp construit sa propre version, alimentée par de nombreux médias alternatifs et militants comme par les témoignages de nombreux.es individus. Sur le 14 juin, la divergence des vues a franchi un cap.

Les chiffres annoncés par le pouvoir sont une insulte. Après trois mois de mobilisation, on a connu le 14 juin une des plus grosses manifestations depuis le CPE donc depuis dix ans. Quand le gouvernement annonce 75.000 participants et qu'on a vu stationner des manifestants pendant plus de quatre heures au point de départ, place d'Italie, on sait qu'il ment. Ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont participé à cette journée avec un cortège alimenté par des centaines de bus et de trains venus de tout le pays. Alors à quoi bon raconter n'importe quoi ? Pour le pouvoir systématiquement relayé par les médias consentants, il ne s'agit que d'amoinrir pour minoriser et tenter de discréditer une mobilisation qu'il ne parvient pas à éteindre.

La violence telle qu'elle est décrite par le pouvoir est celle des « casseurs » qui, outre les vitrines des banques et des assurances, auraient attaqué la façade de l'hôpital Necker pour enfants malades. L'instrumentalisation des vitres de l'hôpital Necker a été largement commentée. La violence qu'ont vécue les manifestants, c'est avant tout celle des flics qui, de passages en matraquages, de gazages en tirs de canons à eau, ont agressé non seulement la tête de cortège, ces milliers de manifestant.e.s de tous âges, syndiqué.e.s ou non, habillé.e.s en noir ou non, qui font le choix de défilier en dehors du cadre décidé par les directions syndicales, mais aussi en fin de journée le reste du cortège, au fur et à mesure de son arrivée sur l'esplanade des Invalides.

La loi Travail qui veut réduire à néant les acquis collectifs, le droit du travail, et envoyer chaque travailleur.se négocier les conditions de son exploitation en tête-à-tête avec son patron, cette loi est présentée comme « moderne » par le gouvernement, le Medef et la CFDT. Le 49.3, les atteintes

aux libertés, les centaines d'arrestations, d'interdictions de manifester, de blessé.e.s, les matraquages généralisés, les grenades de désencerclement et les autres armes abondamment utilisées par CRS et gendarmes mobiles, voilà ce qu'il faut pour asseoir la « modernité ». Tout cela, c'est leur monde. Il est regrettable bien qu'attendu de voir certaines directions syndicales plutôt combattives aller négocier des semblants de liberté pour manifester dans des cages, ou vouloir se démarquer coûte que coûte des « casseurs » et légitimer ainsi le discours et la vision du pouvoir.

Il y a deux visions parce qu'il y a deux légitimités. Celle du pouvoir, appuyée par le patronat et les grands groupes financiers coordonnés à l'échelle européenne, pour qui il faut le retour à l'ordre et que la consommation reprenne. Le battage médiatique en faveur de l'ordre est assourdissant mais il n'a rien d'anormal.

En face il y a notre légitimité, celles des salarié.e.s, retraité.e.s, chômeur.se.s. et précaires, lycéen.ne.s et étudiant.e.s, qui est majoritaire. Trois mois de lutte nous ont permis de progresser. Des verrous ont sauté. Entre Nuits debout, AG et blocages, banderoles renforcées et graffs, barrages filtrants, grèves et manifs autorisées ou sauvages, la diversité des modes d'expression et d'organisation de notre camp s'est imposée. La difficulté demeure d'entraîner

plus de monde dans l'action. Plutôt que de jouer la succession des journées

intersyndicales, la direction de la CGT aurait pu s'appuyer sur le blocage de certains centres, comme les raffineries ou la zone industrielle du Havre, pour généraliser la grève et le blocage à tout le pays. Mais si le carré de tête officiel des manifestations

parisiennes a bien été symboliquement doublé par des milliers de

manifestant.e.s déterminé.e.s, les directions syndicales n'ont pas été débordées. Il nous reste à construire, affermir et diffuser notre vision et nos projets communs pour nous constituer en force effectivement majoritaire.

Il y a deux légitimités parce qu'il y a deux mondes. Celui des patrons, du pouvoir et des flics, qui pourrit sur pied et nous pourrit la vie. Et le nôtre que nous construisons maintenant.



L'Etat matraquant la Liberté, Goin, Grenoble, juin 2016

Logique de mort contre pulsion de vie

La mairie de Nancy et la nouvelle métropole du Grand Nancy semblent avoir décidé de se défaire de l'école du 14, rue de Fontenoy et du jardin partagé attenant à la MJC des 3 Maisons (cf. *Résister!* #43). Bien que la mairie ait fait savoir aux membres du comité de soutien « Nos3Maisons » que rien n'était décidé, le flou de certaines interventions d'élus laisse présager la possible construction d'habitations par l'OPHLM, mais un possible qui ne serait pas sûr, etc.

Au-delà de ces deux lieux d'échanges, de culture (maraichère et artistique), de lien social, etc., c'est une certaine vision de la ville et de son avenir qui est ici en débat. La mairie défend une extension du domaine du béton et de l'automobile. En effet, le projet directeur pour le « quartier » Rives de Meurthe (« quartier » qui regroupe toute la partie de la ville qui est au-delà du canal et va donc de Maxéville au nord à Jarville au sud, et fait donc presque 5 km de long) est la création d'un boulevard urbain, axe routier nord-sud qui entend à la fois désengorger le centre-ville, mais aussi desservir les nouveaux quartiers comme celui de Stanislas-Meurthe, et bientôt celui de Crosne-Vayringe. Ce dernier quartier voit pousser depuis quelques années les grues, les résidences et les « hlm horizontaux ». En gros, on créera dans cette zone des cités dortoirs dont les habitants pourront au pied de chez eux prendre leur bagnole pour aller se divertir dans les centres commerciaux de la périphérie.

Patrick Baudot, adjoint au maire, explique que l'école et le jardin partagé « *reste[nt] une friche qu'il faudrait réhabiliter* ». Et il va plus loin. Pour lui c'est le quartier dans son ensemble qui est concerné, car « *on ne peut pas garder un quartier en friche* ». * Les habitants dudit quartier apprécieront !

Face à cette logique mortifère qui relève du pur calcul économique, se dressent les habitants du faubourg des 3 Maisons, qui ne veulent pas de cette transformation insidieuse du quartier en banlieue aseptisée. Il est vrai qu'une courte visite boulevard de La Mothe, ne prédispose pas à la joie de vivre, le quartier Stanislas-Meurthe est triste à pleurer, vide et mort comme un parking de multiplexe. Les 3 Maisons ont une autre histoire et surtout sont vécues par leurs habitants d'une autre manière. Si la défense des annexes de la MJC est aussi mobilisatrice

NOS3MAISONS

COLLECTIF DE SOUTIEN

JUILLET *GRATUIT & OUVERT À TOUS*

**ZONE
DE GRATUITE**

SAMEDI, DE 14H À 18H AU JARDIN
le 02 autour d'un maté et rencontre avec YE YE TORRES, artiste peintre colombien.
proposé par Choapa Intercambios, association qui promeut l'amitié et les échanges culturels entre la France et l'Amérique du Sud.

**RENDEZ VOUS
DES VOISINS**

TOUS LES MERCREDIS, DANS LA COUR À 18H
le 06, 13, 20 et 27
Apéro participatif pour échanger régulièrement sur notre quartier, nos habitudes, nos envies.

PHILO AU JARDIN

DIMANCHE, À PARTIR DE 18H
le 10 LA NATURE ARTISTE
Épicure réunissait ses disciples dans son jardin pour y philosopher. Cet îlot de verdure menacé par la logique du béton constitue un lieu privilégié pour s'interroger sur notre rapport à la nature.

**REUNION PUBLIQUE
+ SURPRISE**

LE COLLECTIF NOS3MAISONS SE RÉUNIT À 19H
le 13 rendez vous à l'Ancienne Ecole
Venez partager vos propositions, vos convictions, vos compétences...
Et découvrir de belles initiatives!

**SPECTACLE
MARIONNETTES**

O BOUT DU FIL, TOUT PUBLIC, À 17H
le 16 dans l'Ancienne Ecole
proposé par la Cie L'Atelier de La Berlue
restitution de travail en résidence

.....
**Pour vivre ensemble un projet partagé dans
l'ancienne école, le jardin, le quartier.**
.....
14 rue de Fontenoy et Sentier des Vinaigriers **WWW.NOS3MAISONS.ORG**

(la pétition pour sauvegarder les lieux a déjà recueilli plus de 3 000 signatures), c'est aussi parce que ces deux lieux sont symboliques d'un certain vivre-ensemble, d'un esprit de quartier, qui est presque celui d'un village.

Enfin, alors que la municipalité dépense des sommes plus que généreuses (20 000 € par exemple pour le Stanislas de Jef Aérosol, cf. p. 8) pour réaliser des tags qui lors qu'ils sont l'œuvre de gamin peuvent entraîner une amende de 3 750 € (je ne sais pas si les amendes paient les réalisations subventionnées), certaines de ces sommes seraient sans doute mieux employées pour soutenir la création telle qu'elle existe à Nancy, et par exemple dans les ateliers des Trois Huit, installés dans l'ancienne école.

Le faubourg est un quartier vivant: fermer petit à petit ce qui le fait vivre c'est le plonger dans la mort.

Bas Coup **R**

* Interview lors du 19/20 de France3 Lorraine le 27 juin dernier.

Bure, première semaine d'occupation.

Pour se tenir au courant :
 - <http://burestop.free.fr/spip/>
 - vmc.camp

Rendez-vous (programme susceptible de changer suivant les événements à venir)

- * Samedi 2 juillet, journée paysanne avec (non)marché paysan dans le village de Mandres, banquet partagé, discussions, balades, concerts
- * Dimanche 3 juillet, banquet partagé, déambulation circassienne, chantier de construction, balade de repérage dans la forêt.



Mobilisations pour défendre le quartier des 3 Maisons.

Informations sur le site
www.nos3maisons.org



Cercles de silence

Pont-à-Mousson
 samedi 09/07/2016
 et 13/08/2016
 Place Duroc
 à 10 h 30

Nancy
 samedi 30/07/2016
 et 27/08/2016
 Place Stanislas
 à 15 h

Résister! #44

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 12/09/2016 - Date limite d'envoi des articles : 11/09/2016

Points de dépôts :

- * Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy
- * Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy

- * CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy
- * Tabac Merlin – 58, rue Isabey à Nancy

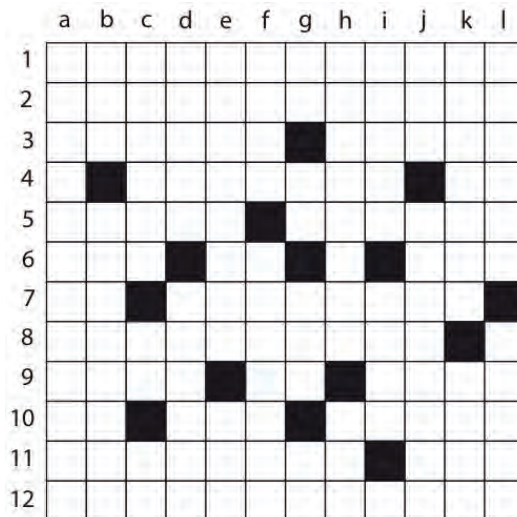
Les Mots croisés de Jiji

Horizontalement

- 1 - Pressentent.
- 2 - Armes des cerbères de la République.
- 3 - Charrie. Gamin.
- 4 - Tirage. Jamais seul.
- 5 - Explorée. Trou alpin.
- 6 - Aide à l'atterrissage. Conclusion de même. Dieu du froid.
- 7 - Plus proche que là. Ne saisis plus.
- 8 - Mécontenter.
- 9 - Constant. Situe la date. Avec effets.
- 10 - Inventé. Réacs suisses. Lieu de supplices.
- 11 - Hollande, Valls et Cie le sont. Saturateur des plages.
- 12 - Très tendances.

Verticalement

- a - Artiste contemporaine.
- b - Future étoile. Assouplies.
- c - Petites mémoires. Accord russe. Petit pied.
- d - Fierté anglo-saxonne. Mis de l'eau dans son vin.
- e - Soins. Bible des psychiatres.
- f - Espère être entendu. Orienta.
- g - Grande mémoire. Hérisson. Vibration. À vélo ou en soucoupe, il vient d'ailleurs.
- h - Les voix de la rue le sont particulièrement actuellement. Dangereux sommet japonais.
- i - Isole la Cité. Remis en mémoire.
- j - Fabrique de crapules. Péter la tchave.
- k - Délicate. Bois son petit lait.
- l - La clé des songes ? Elles ne favorisent pas les longues marches.



Solutions numéro précédent